Un «jeûne pour le climat» relancé avant l’ouverture de la COP24

À l’approche de la 24ème conférence internationale sur le climat, la COP24, qui doit s’ouvrir le 3 décembre en Pologne, à Katowice, plusieurs personnalités protestantes engagées pour la défense de l’environnement relancent un appel à jeûner pour le climat. Une initiative qui avait déjà vu une mobilisation internationale importante, dans la foulée d’un appel de la Fédération luthérienne mondiale, en amont des COP20 et 21. Les préoccupations environnementales ne sont plus du seul ressort des militants écologistes ou des politiques : les milieux d’Églises manifestent ainsi régulièrement leurs préoccupations pour la sauvegarde de la création.

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme… Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur sa page Youtube, et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Et les scientifiques ne sont plus les seuls à alerter sur les effets des changements climatiques. Les humanitaires s'y sont mis aussi. «Oui, le changement climatique est un problème humanitaire», affirme un article de l'agence IRIN News, service d'information et d'analyses humanitaires (IRIN étant un acronyme en anglais pour l'expression : «Integrated Regional Information Networks», un réseau créé en 1995 et qui était à l'origine lié au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). «Le changement climatique n'est plus perçu comme une menace future: la réalité nous frappe aujourd'hui», poursuit le même

article, signé de Maarten van Aalst, Directeur du Centre climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. «En août, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) a signalé que des millions de personnes étaient menacées par les sécheresses à travers le monde qui affectaient la production alimentaire.»

«Les conséquences seront gravissimes»

Pour aller plus loin :

- *«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24*
- *Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française*
- *Chrétiens unis pour la terre*
- *Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique (appel de 2014)*
- *« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » (article et photos sur le site de la FPF*
- *Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap (archives)*
- *L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »*
- *« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte*
- *Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat (article du journal Le Monde)*
- *Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » (article de Libération)*

Sur le plan politique, les rencontres internationales piétinent. En témoignent les frustrations exprimées à chaque Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des réunions plus connues du grand public sous l'abréviation «COP» : la COP21, en 2015, s'était tenue à Paris et s'était achevée par un accord international sur le climat, applicable à tous les pays ; un accord alors validé par tous les pays participants, qui fixait comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5°C et 2°C d'ici 2100. Mais son application a depuis été bloquée, notamment par les États-Unis qui, à la suite de l'élection de Donald Trump, ont décidé de réexaminer leur position dans ce dossier. La COP24, censée préciser les règles d'application de l'accord de Paris, doit se tenir à partir du 3 décembre en Pologne, à Katowice. À quelques jours de son ouverture, Laurent Fabius, qui fut président de la COP21, a lancé un appel «impérieux» dans les colonnes du *Journal du Dimanche*. «J'ai, avec d'autres, sonné l'alerte rouge, écrit l'actuel président du Conseil constitutionnel. Sans un ensemble de mesures urgentes, puissantes et convergentes, nous courons le risque de perdre la course engagée contre le réchauffement. Les conséquences seront gravissimes, comme le laisse présager la multiplication des catastrophes auxquelles on assiste et qui n'épargnent aucune région du monde.»

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul

ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Si elles ne militent pas directement en faveur du climat, elles manifestent bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. C'est ainsi le cas du Défap, qui a contribué à la création du Secaar, réseau de 18 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, lequel s'est fixé comme vocation «de rétablir l'Homme et la Création dans son intégrité» ; le Défap soutient aussi des projets associant sauvegarde de la création et lutte contre l'exclusion et la pauvreté, comme, en Tunisie, l'association Abel Granier, qui a mis au point des techniques de réhabilitation des sols, ou au Maroc, l'ALCESDAM, qui aide à la sauvegarde de palmeraies, luttant contre l'avancée du désert et permettant aux paysans de mieux vivre sur place au lieu de devoir s'expatrier…

«Rendez-vous le vendredi 30 novembre»

Cette mobilisation des Églises pour le climat avait été particulièrement spectaculaire en amont de la COP20 et de la COP21. Marche pour le climat, mobilisations dans les rues avant le début de la conférence de Lima… L'une des mobilisations les plus importantes, à la fois sur la durée et par la diversité des chrétiens engagés partout dans le monde, s'était traduite à travers le jeûne pour le climat. Il faisait suite à un appel lancé par la Fédération luthérienne mondiale qui avait

inauguré, début 2014, un mouvement mondial se traduisant par une journée mensuelle de jeûne. Cet appel s'inscrivait lui-même dans le fil d'une initiative inaugurée lors de la conférence internationale de Varsovie sur le climat.

Alors qu'en cette année 2018, la Pologne accueille de nouveau la prochaine réunion, en France, diverses personnalités protestantes ont décidé de relancer le «jeûne pour le climat», avec le soutien actif de l'Église protestante unie de France (EPUdF) et de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), toutes deux membres du Défap. Le site international «fastfortheclimate» n'existe plus et les mobilisations communes se sont faites plus discrètes, mais dans le monde religieux, les initiatives en faveur du climat sont toujours présentes. Chrétiens unis pour la Terre appelle ainsi, à partir de samedi 1er décembre, à 24h de prière pour le climat.

Le nouvel appel français à un «jeûne pour le climat» à l'occasion de l'ouverture de la COP24 est dû à deux pasteures de l'UEPAL, Alexandra Breukink et Natacha Cros-Ancey, à Marion Muller-Colard, théologienne, docteure en théologie protestante de l'Université de Strasbourg, et à Martin Kopp, qui préside la commission écologie / justice climatique de la Fédération protestante de France. Il participa notamment aux COP19, COP20 et COP21. «Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24», exhortent ces quatre personnalités dans un appel commun, relayé par l'hebdomadaire protestant Réforme et signé par plus de

90 personnalités de tous horizons. «Jeûner pour le climat, c’est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l’ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.»

Franck Lefebvre-Billiez



Madagascar : les incertitudes de l’entre-deux-tours

À Madagascar, le second tour de la présidentielle devrait voir s'affronter, le 19 décembre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Un duel au goût de déjà-vu entre les deux irréconciliables rivaux de la politique malgache, dont l'affrontement était déjà à l'origine de la crise dans laquelle s'était enfoncé le pays à partir de 2009, et qui avait vu le retrait des bailleurs de fonds internationaux. Déjà, les deux prétendants mobilisent leurs troupes et pointent les irrégularités dont ils s'estiment l'un et l'autre victimes. Mais pour la majorité des Malgaches, ce duel ne change guère un quotidien difficile.



Un village sur la route de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

S'il est une chose, à Madagascar, qui fait consensus parmi les candidats à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle… c'est

leur unanime dénonciation du système électoral. Les chiffres sortis des urnes le 7 novembre, et qui doivent encore être proclamés officiellement par la Haute Cour constitutionnelle après leur annonce samedi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), promettent pour le second tour un duel aux airs de déjà-vu : en tête, Andry Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages. Juste derrière, Marc Ravalomanana est crédité de 35,29% des voix. Rajoelina a obtenu ses meilleures scores dans les régions côtières, Ravalomanana étant majoritaire au centre de l'île : le second tour s'annonce âprement disputé entre les deux rivaux. Deux anciens présidents qui poursuivent leur duel dans les urnes, après avoir été tous deux écartés de la présidentielle précédente sous le poids de la communauté internationale, afin de sortir d'une crise politique interminable qui avait provoqué la fuite des bailleurs de fonds internationaux, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie malgache.

Mais dans un pays accoutumé aux soubresauts politiques, où les élections présidentielles s'achèvent parfois par des prises de pouvoir dans la rue, les deux rivaux ne se contentent pas de mobiliser leurs troupes dans l'optique du 19 décembre, date prévue pour le second tour. Ils ne

se contentent pas de courtiser les principaux des 34 autres candidats éliminés à l'issue du premier tour. Ils dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Céni. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir Andry Rajoelina) d'atteindre et dépasser les 40%», a-t-il dénoncé dès lundi, réclamant un «audit» du logiciel de la Commission électorale nationale indépendante. «La seule idée avec laquelle je suis d'accord est que je suis en tête. Mais je ne suis pas d'accord avec les chiffres». Marc Ravalomanana n'est pas en reste : dès mardi, l'un de ses avocats transmettait à la Haute Cour constitutionnelle (la HCC) plus d'une cinquantaine de requêtes pour «corriger certaines irrégularités» dans les résultats provisoires du premier tour.

Ce que cache la «bataille des ex»

Pour aller plus loin :

- *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
- *L'enjeu du français à Madagascar*
- *Carnets de route à Madagascar*
- *Madagascar après les «vacances de peste»*

La HCC croule ainsi sous les recours. Certains candidats vont jusqu'à réclamer l'annulation pure et simple du scrutin. C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Céni. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se dit victime d'une «fraude massive». La commission électorale, pour sa part, défend son travail. «Nous n'avons accepté aucun ordre de quiconque dans cette élection. On n'a accordé aucun traitement de faveur à qui que ce soit», a affirmé Hery Rakotomanana, son président, dès l'annonce des résultats provisoires du premier tour.

Une contestation généralisée qui laisse craindre de possibles troubles : aussi l'armée est-elle sortie de sa réserve, le 16 novembre, pour appeler les candidats à respecter le bon déroulement du processus électoral. «Madagascar est un État de droit, a déclaré Njatoarisoa Andriajanaka, commandant de la gendarmerie nationale. Les forces de l'ordre avertissent tout individu qui serait tenté de faire une provocation ou de semer le trouble». L'armée n'a pas toujours eu cette neutralité : en 2009, elle avait obligé Ravalomanana à céder le pouvoir à Rajoelina. Mais Ravalomanana lui-même, en 2001,

s’était déjà proclamé président avant le second tour, précipitant le pays dans une violente crise qui s’était achevée par la fuite de son prédécesseur, Didier Ratsiraka… Et voilà qu’à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd’hui âgé de 85 ans – même si «l’Amiral rouge», comme on le surnomme, n’a, il faut bien le dire, obtenu qu’un score purement symbolique de 0,45% des voix. L’année 2013, qui avait donné une impression de renouvellement avec l’affrontement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson, n’aura été qu’une parenthèse ; encore ces deux candidats bénéficiaient-ils chacun du soutien d’un «ancien» : Andry Rajoelina pour le premier, Marc Ravalomanana pour le second.

Les présidents changent, les défis du quotidien demeurent


QUINCAILLERIE
TSIRIRY

Une ruelle dans la banlieue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

Derrière cette «bataille des ex» se profilent en réalité tous les maux de la politique malgache : si les formes démocratiques sont globalement respectées, la compétition pour le pouvoir se joue en fait au sein d'un tout petit groupe qui concentre l'essentiel des ressources de l'île, et reste déconnecté des besoins réels de l'immense majorité de la population. Une population pour laquelle la nourriture représente encore trop souvent la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes télévisées (Rajoelina et Ravalomanana ont chacun la leur), se déplacent en hélicoptère, multiplient les meetings avec invitation d'artistes et feux d'artifices, déplacent les foules, la population malgache s'intéresse peu au vote. D'élection en élection, le taux de participation baisse. Et au-delà du taux de participation proprement dit, le rapport du nombre de votants par rapport à la population n'a cessé de diminuer depuis 1992, partant de 37,7% pour atteindre 17,03% en 2013.

Pour beaucoup de Malgaches, la période électorale est d'abord une période d'incertitudes et de

possibles troubles ; mais au-delà, ils n'envisagent guère de changements dans leur quotidien, quel que soit le futur président. Se nourrir, se loger, voilà les vraies préoccupations quotidiennes ; l'éducation elle-même vient loin derrière. Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible – dans un système éducatif qui reste très largement inégalitaire, et où le français, pourtant non enseigné en école primaire, reste le sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation : notamment autour de l'enseignement du français. D'une présidentielle à l'autre, les mêmes enjeux demeurent.

Franck Lefebvre-Billiez

Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner

Après un tour d'horizon des enjeux et des conditions de la présidentielle malgache, présentation d'un des projets soutenus par le Défap : l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive. Il fait partie des projets tournant autour de l'éducation où travaillent des envoyés du Service protestant de mission. Le point à travers cet article du pasteur Enno Strobel, responsable du service mission de l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), publié dans le dernier numéro de L'Église missionnaire.



Envoyée du Défap à l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive © Enno Strobel pour

L’Église missionnaire

Ambavahadimitafo, quartier sur une des 12 collines de Tananarive, capitale de Madagascar. Situé à proximité du palais de la reine, célèbre emblème de la ville, il y a de l’ombre et de la lumière : une population plutôt «bourgeoise» vivant à côté de personnes extrêmement pauvres.

Il y a une vingtaine d’années, une institutrice de l’école primaire publique du quartier vient voir ses voisines, les sœurs de Mamré, communauté de diaconesses proches de la FJKM (Église réformée de Madagascar). Depuis un certain temps déjà, elle avait remarqué que les enfants avaient l’air de plus en plus fatigués, comme éteints, et ceci pendant les cours et à la récréation. Suite à cela, elle va visiter les familles des enfants, qu’elle trouve dans des situations désastreuses. Elle découvre que bon nombre d’enfants n’a pas un repas par jour, que 7 ou 8 personnes vivent dans des espèces de baraques de 3m². Que faire ?

La première nécessité : nourrir les enfants, pour qu’ils aient la force d’être réceptifs à l’école. L’amorce d’une cantine scolaire est vite donnée. Les sœurs s’engagent à organiser les repas. La paroisse FJKM les soutient, entre autres, en leur mettant à disposition une maison. Aujourd’hui,

une centaine d'enfants reçoivent un repas chaud par jour. Ils sont bien plus à en avoir besoin. Pourtant, c'est bien plus qu'une goutte d'eau dans l'océan !

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Pour aller plus loin :

- *Madagascar : actualités du Défap et fiche pays*
- *Madagascar : d'une élection à l'autre*
- *L'enjeu du français à Madagascar*
- *Carnets de route à Madagascar*
- *Madagascar après les «vacances de peste»*

Or, la nourriture seule ne suffit pas pour sortir de l'impasse d'une couche sociale vivant aux limites existentielles en permanence. L'appartenance à cette couche est quasiment bétonnée par le système d'éducation nationale : l'enseignement primaire se fait en malgache, le secondaire en français, sans parler des études supérieures. Mais qui maîtrise suffisamment la langue française pour réussir les examens exigeants donnant accès au secondaire ? Les familles aisées, lettrées. Celles qui se promènent en 4×4. Pas les enfants du chauffeur de

taxi qui conduit une 4L des années 70, qui tombe régulièrement en panne d'essence, parce qu'il ne peut acheter que 2-3 litres de carburant à la fois avec ce qu'il a dans sa caisse *(1)*.

Pour cela, la cantine scolaire devient accueil périscolaire. Deux jeunes services civiques français envoyés par le Défap y sont engagés, à côté d'un animateur malgache (ancien bénéficiaire de la structure) et du cuisinier : aide aux devoirs, améliorer le niveau de français de manière ludique, un peu de loisirs et de distractions, avant de rentrer «à la maison».

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. La détresse est criante, où que vous alliez. Comme dans beaucoup d'autres pays de l'hémisphère sud, ce ne sont pas les moyens qui manquent (terres précieuses, pétrole etc.), mais ils sont dévorés par la corruption et l'enrichissement des dirigeants politiques et économiques du Nord et du Sud. Il ne reste plus grand-chose pour le peuple. Son avenir lui est confisqué. Pourquoi il ne se lève pas pour réclamer ses droits et ses biens ? Parce que la base de toute capacité de résistance à ce niveau est l'éducation, la formation, le savoir nécessaire qui donne l'estime de soi nécessaire pour montrer du doigt l'injustice, pour se

défendre. Investir dans l'éducation et le bien-être de ces enfants est investir dans un avenir meilleur. Goutte à goutte on remplit la cuve !

L'UEPAL soutient la structure aussi via La Cause (projet n° 2018.17 du «carnet de solidarité»).

Enno Strobel pour L'Église missionnaire

1) Le revenu moyen à Madagascar est de 39 euros, le SMIC s'élève à 20 euros. Un litre de carburant coûte 1 euro.

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa

«Heureux ceux qui procurent la paix». Ce verset extrait de Matthieu 5, verset 9, qui accompagnait le thème de l'AG de Douala («Le chrétien et l'intolérance religieuse»), sert aussi d'introduction au message final qui a été adopté le lundi 22 octobre 2018, pour être adressé aux diverses Églises membres de la Communauté. Un verset qui «résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de paix dans le monde».



La photo de famille de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa

Message final de la 10ème Assemblée Générale de la Cevaa

Mesdames et Messieurs,
Chères sœurs et chers frères en Christ,

Nous, délégué-es de la Cevaa, réuni-es en Assemblée Générale du 15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun, vous adressons nos fraternelles salutations en Christ. « Heureux ceux qui procurent la paix » (Matthieu 5,9) résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de la paix dans le monde ; la Cevaa étant une grande famille d'Églises qui prend en considération le fait que c'est ensemble que nous pouvons mieux répondre à l'appel de Jésus-Christ. L'Assemblée Générale composée de plus de 60 membres s'est focalisée lors de ses dixièmes assises sur la thématique *Le chrétien et l'intolérance religieuse*. Se

mettre du côté de celles et ceux qui sont stigmatisés dans les sociétés européennes, faire face à des intolérances intra-chrétiennes et au radicalisme chrétien, renforcer la volonté de chercher une cohabitation pacifique avec les croyants d'autres traditions religieuses, visiter l'intolérance qui habite chaque délégué-e à sa façon, cela nous a préoccupé-es dans des discussions et regards croisés. Par le détour d'intervenants qualifiés pour insuffler des méthodes et des mécanismes face à l'intolérance, par l'étude de textes bibliques ouvrant des espaces de partage et d'interrogations, par l'écoute mutuelle des situations complexes de plusieurs Églises, nous avons ouvert un chapitre de réflexion et d'action important.

Le Secrétaire Général, dans son rapport d'activité, a constaté que presque toutes les Églises membres de la Cevaa ont, durant les deux dernières années, eu un projet ou une visite dans le cadre de la Communauté. Trois aspects ont été soulignés avec un soin particulier :

- **La Jeunesse, toujours en mouvement, a réussi à faire adopter une nouvelle stratégie Jeunesse qui cadre son activité et ouvre de nouvelles possibilités.**
- **Le Projet Solidarité Santé a présenté son rapport final après trois ans de travail pour renforcer dix hôpitaux d'Églises. Une délégation de l'Église évangélique vaudoise d'Italie, qui a financé le projet à travers sa structure « Otto Per Mille » (OPM), a rejoint l'Assemblée pour souligner la qualité du travail effectué. La chargée de mission pour la Santé, la Dr. Mathilde Guidimti, a reçu le mandat de faire un rapport pour poursuivre sa mission. Une plaquette d'information est à disposition.**
- **L'Action Commune décidée au Sénégal en 2014 a été mise en œuvre dans nos Églises et à travers un certain nombre de séminaires régionaux. Alors qu'elle est arrivée au terme d'un intense travail autour du thème, les délégué-es ont décidé de la poursuivre encore deux**

ans.

Pour aller plus loin :

- *Cameroun : fiche pays et actualités du Défap*
- *Cameroun : la mosaïque des protestantismes*
- *Profession : sauveteurs d'hôpitaux*
- *Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires*
- *Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires*

L'Assemblée a reçu avec joie l'adhésion complète de l'Église Protestante de la Réunion. Des boursiers continuent leurs études, une dizaine de personnes sont engagées dans la Communauté pour servir une autre Église en tant qu'envoyé-e. Des séminaires de formation biblique et d'animation (AEBA) ont été dispensés dans plusieurs régions fidèlement à l'appel de la Cevaa : la p/Parole au peuple. Ces formations dispensées aux femmes étaient aussi des occasions de rencontres au-delà des frontières d'Églises. Le secteur des projets a distribué un « Guide pratique pour l'élaboration des projets Cevaa » que les

directions des Églises et les délégué-es ont reçu ; il devra être rendu disponible pour tout organisme propre aux Églises qui développera l'idée de soumettre un projet. Des copies supplémentaires sont à commander au secrétariat de la Cevaa. En outre, l'Assemblée a discuté et adopté une procédure clarifiant le processus d'élection au sein de la Communauté.

La Cevaa est aussi en lien avec différentes instances et nous avons pu saluer des invités et écouter des messages de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), et des organisations missionnaires : DM échange et mission à Lausanne (Suisse), Défap à Paris (France), VEM à Wuppertal (Allemagne). Ils ont tous souligné la pertinence de notre thème concernant l'intolérance religieuse.

Les délégué-es ont dû traiter une thématique douloureuse : la diminution importante de certaines contributions financières. Il fallait donc et il faudra encore dans l'avenir, resserrer les secteurs d'activité

et le soutien à des projets de la Communauté. En groupes régionaux et en groupes multi-régions, l'Assemblée Générale a trié dans les possibilités d'augmenter les recettes et de diminuer les dépenses. Mais à moyen terme, les Églises membres de la Cevaa devront augmenter substantiellement leur solidarité par des dons importants, et peut-être la Cevaa devra-t-elle chercher à soutenir certains projets et activités par des fonds extérieurs aux Églises. Le budget adopté pour 2019 est fortement déficitaire.



Travaux de groupes lors de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa

Mais nous avons aussi pris conscience que bientôt (en 2021) la Cevaa fêtera ses 50 ans. Une joie partagée par tou-te-s les délégué-es ; de nombreux projets sont proposés. Cela confirme le désir intense de rester en communion et en interaction. En groupe de travail et avec l'appui du Conseil Exécutif de la Cevaa, quelques projets seront choisis et réalisés. Les idées gravitent autour de trois axes : repenser la vision de la Cevaa, célébrer et fêter, trouver un moyen de créer quelque chose qui reste, tel un livre de prières ou des chants.

Pendant la traditionnelle rencontre des femmes, les hommes se sont aussi réunis. Cette inhabituelle réunion a permis de découvrir que de nombreuses Églises créent des liens entre les hommes à travers différentes structures, et certaines vont probablement s'en inspirer pour oser rassembler aussi les hommes entre eux.

Le culte d'ouverture mené avec entrain et joie par l'Union des Églises baptistes du

Cameroun en collaboration avec l'Église évangélique luthérienne du Cameroun, a encouragé les délégué-es à vivre cette Assemblée Générale dans la joie du Seigneur. Accueillie par des chants et de nombreuses salutations, dont celle du Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, l'Assemblée Générale s'est déroulée dans un climat de confiance mutuelle et d'ouverture les uns envers les autres. Le culte de clôture célébré à Béthel, dans le quartier d'Akwa, a porté dans la prière les défis à relever, et l'envoi pour continuer à vivre ensemble l'Évangile et l'Église en mission.

Nous confions à votre intercession différents sujets de prière qui ont été soulevés durant l'Assemblée :

- **Les Églises qui sont menacées de divisions internes ;**
- **Les Églises afin qu'elles vivent l'appel du Christ à procurer la paix et non l'intolérance religieuse ;**
- **Pour les nombreux pays dans lesquels**

vivent et se développent les Églises membres de la Cevaa, et qui connaissent des contextes politiques inquiétants ou instables ;

- **Pour les familles qui cherchent un équilibre entre cultures et Évangile, entre traditions et ouverture ;**
- **Pour la vie financière de la Communauté ;**
- **Pour les délégué-es qui étaient absent-es pour des raisons de santé ou autres événements.**

Nous vous saluons très fraternellement et espérons continuer à tisser des liens entre les Églises membres de la Cevaa, afin de renforcer toujours plus le témoignage de la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ.

Cameroun : retour en images sur la dixième AG de la Cevaa

Ce grand rendez-vous réunissant les délégués des 35 Églises membres de la Cevaa, dont font partie les Églises constitutives du Défap (EPUdF, UEPAL et Unepref), s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018 à Douala, capitale économique du Cameroun. Avec notamment des réflexions sur la vie financière et sur les célébrations des cinquante ans de la Cevaa en 2021. L'ensemble de cette Assemblée Générale était placé sous le thème «Le chrétien et l'intolérance religieuse», qui a donné lieu à divers ateliers, séances d'animation et tables rondes. Résumé en

images.

Aperçus de l’Assemblée Générale de la Cevaa au Cameroun

Début de la dixième Assemblée Générale et information des délégués sur le déroulement des groupes de maison et des ateliers, culte d'ouverture à Nazareth Deïdo (UEBC) : retrouvez en images… et en musique, les principaux moments de la première journée de l'AG de la Cevaa à Douala, le lundi 15 octobre 2018.

Et pour conclure, un extrait musical de la matinée du 15 octobre :

Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre

Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises… Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-

Ouest d’Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d’Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d’évaluer les besoins sur place. Une réunion d’urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l’Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.



Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH

La première secousse, de magnitude 5,9, s’est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d’Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l’Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l’épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l’Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très

importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises… Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La «peur du béton»

Pour aller plus loin :
• *L'actualité du Défap en Haïti*
• *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*
• *Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti*

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des

Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH,

grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.



Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH

Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise

humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton».

Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (…) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (…) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»

Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante



L’équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l’afflux des victimes à soigner. «L’hôpital Béraca à Port-de-Paix», n’ayant «subi aucun dégât majeur (…) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir

Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.

Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est

prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la **Mission Biblique**
- le **Service protestant de mission – Défap**
- la **fondation La Cause**
- le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
- **ADRA-France**
- l'**Église du Nazaréen**
- **Réforme**

Rencontres avec l’Église Protestante Africaine : «la mission se construit à

trois»

Si l'Église Protestante Africaine ne fait pas partie des partenaires historiques du Défap, des rapprochements ont lieu depuis quelques mois. Ils ont été initiés à travers la composante française de l'EPA, qui, en nouant des liens avec les Églises de France, a permis d'entrer en relation avec l'Église mère au Cameroun. Souvent aujourd'hui, la mission implique ainsi un triptyque : une Église issue de l'immigration, son «Église mère», et les Églises de

France.



Exemple d’action de l’EPA : un groupe de pygmées musiciens © Défap

L’EPA (Église Protestante Africaine) est une Église presbytérienne (réformée) camerounaise qui a pour spécificité de faire ses

cultes en langues locales. C’est une composante forte de son histoire : issue, à l’origine, des travaux de la mission presbytérienne américaine, elle a commencé à s’organiser comme une Église autonome en 1934 précisément par souci de la défense de la langue kwasio, un dialecte employé principalement en Guinée équatoriale, mais également au Cameroun dans la région du Sud. Initialement concentrée dans la région de Lolodorf, l’Église s’est étendue depuis à d’autres régions du pays.

L’EPA n’est pas un partenaire historique du Défap. Pourtant, ses orientations théologiques auraient pu nous rapprocher, mais les aléas de l’histoire en ont décidé autrement et l’avaient conduite à développer des liens plutôt avec le Département Missionnaire Suisse : DM-échange et mission, l’équivalent du Défap pour les Églises protestantes de Suisse francophone.

Être ensemble missionnaires ici et là bas



Un temple de l'Église Protestante Africaine © Défap

Mais, depuis quelques mois, de nouvelles relations naissent et se développent. Elles sont

le fruit de rencontres entre des paroisses de l'Epudf (Église protestante unie de France), de l'Uepal (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), les communautés de l'EPA en France et le Défap. C'est parce que la composante française de l'EPA est en train de se rapprocher des Églises de France que nous sommes entrés en relation avec l'Église mère au Cameroun de manière à mieux la connaître et la comprendre. Nous pourrons ainsi mieux accueillir ces frères et sœurs camerounais et être ensemble

missionnaires ici et là bas !

Comme souvent aujourd'hui, la mission se construit à trois : une Église issue de l'immigration, l'Église «mère» et nos Églises de France. C'est dans cet esprit que le Secrétaire Général de l'EPA, le pasteur Massaga, est venu en France visiter leurs communautés et rencontrer le président de la Fédération protestante de France (FPF), le pasteur François Clavairoly, ainsi que le Défap. Ces diverses rencontres qui ont eu lieu début octobre

permettent d’envisager de beaux rapprochements dans un avenir proche.

Un livre sur l’aventure du temple de Djibouti



Extrait de l'ouvrage «Le nouveau temple protestant de Djibouti» © éditions Olivétan

Qui, mieux qu'un architecte, peut explorer et exprimer les relations entre un lieu et la

communauté humaine qui y vit ? Surtout quand ce lieu est un temple, et que l'architecte est aussi théologien… Le livre publié par Nicolas Westphal aux éditions Olivétan porte ainsi un regard irremplaçable sur les années d'aventure qu'a représenté le chantier du temple de Djibouti. Un chantier qui a associé, pendant près de dix années, de multiples partenaires au premier rang desquels la Ceeefe, propriétaire des lieux, les Églises protestantes de France apportant une aide financière,

et le Défap.

L’histoire de l’Église protestante évangélique de Djibouti (Eped) en fait une communauté unique, tout comme son temple. Elle trouve son origine dans l’aumônerie des troupes françaises stationnées à Djibouti. Le chantier du temple avait débuté en 1962, avec l’aval du gouverneur de l’époque, et sur un terrain alors apporté par l’Assemblée Territoriale, à majorité musulmane. Le montage financier avait impliqué à la fois des fonds venus des

Églises Réformées de France et des fonds publics, sous la forme d'une aide du FIDES (Fonds d'Investissement et de Développement Économique et Social). Lorsqu'était née la République de Djibouti, à la suite du référendum d'autodétermination de 1977, les bâtiments étaient devenus propriété de la Ceeefe (Commission des Églises évangéliques d'expression française à l'extérieur), le Défap assumant la responsabilité de cette paroisse unique. Dans ce lieu instable, à la fois sur le

plan politique et sur le plan démographique, avec un renouvellement régulier des membres de l'Église, le temple assurait un rôle indispensable d'ancrage pour toute la communauté. Mais le bâtiment construit dans les années 60 avait mal vieilli, sa rénovation devenait nécessaire : un gros chantier et un défi pour l'Eped et pour tous les partenaires impliqués, notamment le Défap, et à travers lui les Églises protestantes de France. Un projet qui, au-delà du temple lui-même, devait concerner

tous les bâtiments attenants, presbytère et salles paroissiales, avec de nombreuses implications sociales et en termes de formation.

«Un lieu d'accueil, de rencontre»

«Construire ou reconstruire un temple dans un pays musulman où les protestants sont ultra-minoritaires est une entreprise peu banale», souligne la présentation du

livre. «Loin de toute revendication identitaire, la communauté protestante de Djibouti a voulu offrir à la population de la ville, un lieu d'accueil, de rencontre respectueuse, de convivialité, de prière aussi. Le grand mérite de l'architecte Nicolas Westphal a été de ne pas arriver à Djibouti avec un projet ficelé dans son cabinet en France, mais de s'imprégner du terrain : les matériaux locaux, l'architecture traditionnelle, le climat, les attentes spirituelles des gens… pour élaborer peu à peu,

sur place et en tenant compte de multiples contraintes, une réalisation architecturale qui force l'admiration et le respect. Jouant habilement entre le dedans et le dehors, entre l'ombre et la lumière, entre l'intime et le collectif, le nouveau temple de Djibouti sera à n'en pas douter un lieu privilégié à Djibouti pour vivre la rencontre, la convivialité et la quête de spiritualité.»

L'inauguration du temple rénové a eu lieu le dimanche 6 novembre 2017, lors d'un culte

présidé par Bernard Antérion, président de la Ceeefe et Jean-Luc Blanc, responsable du service Relations et Solidarités Internationales au Défap. Nicolas Westphal, présent tout au long de ce chantier de longue haleine, y assistait. Cette cérémonie marquait pour lui la conclusion d'un investissement personnel allant bien au-delà du travail d'architecte et impliquant recherche de fonds, mise en place de montages innovants pour permettre au chantier de se poursuivre lorsque les financements

manquaient… sans jamais perdre de vue ce que représentait pour lui ce bâtiment vieilli, aux structures porteuses attaquées par le sel, qu'il avait fallu consolider de l'intérieur en l'évidant comme une noix, pour construire un nouveau temple au cœur de l'ancien, en laissant toute sa richesse à l'espace et toute sa place à la lumière.

L'aventure continue pour

l’Eped



«Le nouveau temple protestant de Djibouti», par Nicolas Westphal, paru le 15 septembre 2018 aux éditions Olivétan, 16,00 €

«La composition architecturale», écrit-il aujourd’hui, «touche la pensée qui lit et interprète ce qu’elle voit, mais aussi et

plus directement le corps qui détecte les qualités du lieu où il se tient, comment il est entouré, porté, éclairé, lorsqu'il est immobile ou lorsqu'il se déplace. La composition associe la lecture de la pensée et les sensations du corps pour créer du sens, évailler des émotions, pour nous «parler» en quelque sorte, comme on dit parfois «ce lieu me parle». La composition architecturale s'adresse à notre pensée, à notre mémoire, à notre corps.»

Fait significatif, l'édition

de ce livre a reçu le soutien de l'ambassade de France à Djibouti. Dans la préface de l'ouvrage, Christophe Guilhou, ambassadeur de France à Djibouti, tient d'ailleurs à saluer «le gouvernement djiboutien qui montre depuis longtemps sa bienveillance vis-à-vis des institutions religieuses non musulmanes résidant sur son territoire (l'installation de l'Église Protestante de Djibouti sur le Boulevard de la République en 1963 en était déjà le signe).»

L'inauguration de novembre

2017, et le livre désormais disponible aux éditions Olivétan, marquent un aboutissement, mais non une fin : l’aventure continue pour l’Eped. Car autour du temple proprement dit, les salles déjà en fonctionnement depuis plusieurs années ont permis d’accueillir un centre de formation. Entre 2015 et 2017, il a ainsi accueilli une trentaine de jeunes en situation de handicap moteur dans le cadre d’un projet éducatif financé avec l’aide de l’Union Européenne et du Défap, pour une formation

professionnelle au métier d’assistant gestionnaire de réseau informatique et aux notions d’entreprenariat. Depuis décembre 2017, il accueille pour une durée de 18 mois, avec le soutien financier de l’organisation «Pain pour le monde», 36 jeunes Djiboutiens dont 40% de jeunes filles pour une formation aux métiers d’entretien, de pose et maintenance des panneaux solaires photovoltaïques. Autre projet : l’accueil de réfugiés pour des formations professionnelles en

électricité, maçonnerie, couture, énergies renouvelables et entretien de surfaces en partenariat avec le Haut Commissariat pour les Réfugiés de l’ONU.

A Bâle, protestants et

catholiques se rapprochent



Réunion de la CEPE © UEPAL

C’est un culte d’une dimension particulière qui a réuni à la cathédrale de Bâle, ce dimanche 16 septembre, 650 invités représentant la diversité des protestantismes

européens. Sous le thème «Libérés – liés – engagés», les participants issus des 108 Églises protestantes membres de la Communion d'Églises protestantes en Europe (CEPE) se retrouvaient en Suisse du jeudi 13 au mardi 18 septembre pour leur 8ème Assemblée générale. Les Églises protestantes françaises étaient représentées par Agnès von Kirchbach pour l'Église protestante unie de France (EPUdF), ainsi que par Christian Albecker et Christian Krieger pour l'UEPAL.

Guidant les débats, le document «être Église ensemble» présenté lors de la première journée de la rencontre affichait trois objectifs (approfondir la communion, promouvoir l'unité des chrétiens et servir la société) directement inspirés par la Concorde de Leuenberg, le document signé par toutes les Églises membres de la CEPE. Cette déclaration de 1973 reconnaît «que les Églises peuvent différer puisqu'elles se basent sur l'Évangile comme fondement commun». Depuis 45 ans, la

CEPE, qui représente plus de 50 millions de personnes dans une trentaine de pays, lance ainsi des passerelles entre les Églises réformées et luthériennes séparées depuis des siècles – la France, où le rapprochement a débouché sur des unions d'Églises, faisant en la matière figure d'exception. Mais aussi en direction de l'Église catholique. Le lieu choisi pour cette Assemblée générale en était un signe : il s'agissait d'un rappel symbolique du Concile de Bâle, qui s'était tenu dans cette

même cathédrale de manière intermittente de 1434 à 1441, à une époque de grandes tensions entre le Pape et le Concile et d'aspirations à la réforme de l'Église.

«Que les Églises protestantes d'Europe parlent d'une voix forte et unie»

La célébration de ce dimanche, à laquelle participait le chef du Département fédéral des

Affaires étrangères de la Confédération suisse Ignazio Cassis, était axée sur l'unité des protestants européens. Pour le président de la CEPE Gottfried Locher, «l'unité dans la diversité» reste encore et toujours l'essentiel de ce que la CEPE entend défendre. À ses yeux, l'unité est plus que jamais nécessaire pour répondre aux défis que connaît l'Europe. «Il faut que les Églises protestantes d'Europe parlent d'une voix forte et unie pour plus de justice et de paix».

Mais la cérémonie a fait également place à une nouveauté : Gottfried Locher et le cardinal Kurt Koch, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens, ont signé à cette occasion une déclaration d'intention pour un dialogue officiel entre le Vatican et la CEPE. «Une étape importante», a relevé le conseiller fédéral Ignazio Cassis, «parce que dans le passé, ce n'était pas toujours ce qui vous réunit qui était mis en avant, mais souvent aussi ce qui vous sépare».

C’est la première fois en effet que les protestants européens s’unissent pour dialoguer avec le Vatican. Les questions centrales qui se posent entre l’Église catholique romaine et les Églises protestantes pourront alors être abordées, comme la question controversée de l’intercommunion.

Si un pas important a été fait dans le dialogue avec l’Église catholique romaine, la CEPE a aussi réaffirmé sa volonté de dialogue avec d’autres communautés chrétiennes.

L’évêque anglican Jonathan Gibbs ou Anthony Peck, secrétaire général de la fédération baptiste européenne, ont par exemple également été invités à s’exprimer.

Un colloque sur Israël

avec l'Institut Protestant de Théologie



Présentation

Aujourd’hui, dans notre société, mais aussi dans la politique menée par le gouvernement d’Israël, il y a très souvent confusion entre «l’Israël biblique» et l’État

moderne d’Israël.

Comment les Palestiniens chrétiens peuvent-ils comprendre ces notions de «terre promise» et de «peuple élu» dans la situation qui est actuellement la leur ? Ils expriment régulièrement leurs réactions aux événements, de façon œcuménique, notamment dans le mouvement KAIROS et à travers les activités de l’association SABEEL. Cette problématique est aussi la nôtre comme lecteurs de la Bible. Nous nous proposons de les rejoindre dans ce

questionnement.

C’est pourquoi les Amis de SABEEL-France organisent ce colloque en partenariat avec l’Institut Protestant de Théologie, Faculté de Paris, et L’Atelier protestant.

<u>Les intervenants</u>

- **Maurice Buttin Avocat honoraire, président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO).**
- **Jamal Khader Palestinien, professeur et prêtre à Ramallah.**

- **Corinne Lanoir, Professeur d’Ancien Testament à la Faculté protestante de théologie – Paris**
- **Patrice Rolin, Bibliste, animateur de L’Atelier protestant.**

Les ateliers

L’objectif des ateliers autour de trois questions est de permettre aux participants de comprendre cette problématique et de se l’approprier. Ils seront suivis d’une table ronde finale qui reprendra les questions des ateliers.

Renseignements pratiques



Des soldats israéliens dans une rue de la vieille ville de Jérusalem © EAPPI

Israël dans la Bible et l'État d'Israël aujourd'hui
Des chrétiens, d'ici et de là-bas, s'interrogent
Colloque organisé à la Faculté protestante de théologie
83, bd Arago – 75014 PARIS
métro Denfert-Rochereau / St Jacques
24 NOVEMBRE 2018
de 9h à 18h

Israël-Palestine, les faiseurs de paix

*À l'occasion de la **Semaine mondiale pour la paix en Israël et Palestine**, du 16 au 23 septembre, le site suisse d'informations protestantes **Protestinfo** propose un dossier intitulé : «**Israël-Palestine, les faiseurs de paix**». Une série de cinq articles racontant des personnes, des lieux ou des associations œuvrant à cette fin dans la région. Après **Un quart de siècle après Oslo, le courage de ceux qui espèrent**, mis en ligne le 17 septembre, voici **Le Cercle des Parents, un combat dans les larmes**. Gros plan sur une association qui réunit depuis 1995 les proches de victimes du conflit, tant israéliennes que palestiniennes, pour s'entraider. Des hommes et des femmes qui ont choisi d'honorer la mémoire de leurs proches en travaillant pour la réconciliation.*

Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»



Yoann Deguilhaume avec les enfants accueillis par les Sœurs de Mamré © Défap

Dans quel contexte êtes-vous partis à Madagascar ?

Coralie Deguilhaume : **Nous sommes partis à Tananarive, la capitale, comme envoyés du Défap, avec le statut de VSI (Volontaires de Solidarité Internationale). Nous avons été accueillis par la communauté protestante des Sœurs de Mamré, qui sont engagées auprès des enfants les plus démunis. J'avais une mission d'enseignement du**

français dans trois écoles. Il s'agit d'établissements de la FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy Eto Madagasikara, ou Église de Jésus-Christ à Madagascar, de tradition réformée).

Yoann Deguilhaume : **Pour ma part, je travaillais dans la cantine solidaire des Sœurs de Mamré. Elles y distribuent des repas pour les enfants les plus défavorisés de l'école primaire publique du quartier – un projet financé par la fondation La Cause. J'intervenais en soutien éducatif à l'animateur qui se**

trouvait déjà sur place. La cantine accueillait à peu près 80 enfants lors du repas de midi les jours d'école, avec des temps d'activité prévus avant ou après – sachant que les enfants n'arrivent pas tous à la même heure, vu que les enseignants, qui ont des classes surchargées, ne peuvent pas accueillir tout le monde en même temps…

Qu'est-ce qui vous a poussés à partir avec le Défap ?

Coralie : **Nous étions déjà engagés au niveau local, et**

régional, à plusieurs niveaux : au sein des Éclaireurs et Éclaireuses Unionistes de France, au sein de l'Équipe Jeunesse Régionale Centre-Rhône-Alpes… J'étais aussi partie en Inde avec les Éclaireurs… J'avais envie de repartir, mais sur un temps plus long ; et nous avions tous les deux envie de nous engager dans quelque chose de plus universel. Le Défap ne nous était pas étranger, puisque diverses personnes dans notre entourage étaient déjà parties avec cet organisme.

Yoann : **C’était vraiment un projet de couple, que nous avons mûri à deux. C’était un moment de notre vie – à la fin de nos études – où nous pouvions choisir de mettre un temps à part pour vivre autre chose. Nous avions tous les deux envie de nous confronter à d’autres manières de vivre, et de faire de nouvelles rencontres. Élargir notre horizon… et peut-être aussi nous prouver qu’il est possible de vivre ensemble malgré les différences culturelles. C’est un défi dont on parle souvent en**

France ; nous voulions le relever en partant au loin, en étant nous-mêmes les étrangers, pour réussir à vivre ensemble dans un autre contexte et malgré les différences.

Comment s'est passée votre installation ?

Coralie : **Nous sommes arrivés en octobre 2017 et nous avons été accueillis dès l'aéroport par une délégation de la FJKM. On nous a fait visiter la capitale, on nous a aidés dans nos démarches administratives…**

Nous avons ensuite été reçus par les Sœurs de Mamré. Nous logions tout près, dans le même quartier. Les Malgaches sont réputés accueillants et chaleureux : tout au long de l'année, nous avons pu le vérifier.

Yoann : **Comme je travaillais avec les enfants du quartier où nous étions logés, je les croisais régulièrement dans la rue, je rencontrais leurs parents… Si la vie à Tananarive est très dense, notamment le long des principaux axes, nous avions**

la chance d’être dans un endroit qui n’était pas accessible aux voitures, plutôt calme, ce qui facilitait les rencontres. Nous y avons pris nos marques, petit à petit. Nous avons appris quelques mots de malgache pour pouvoir nous débrouiller dans la vie quotidienne, sur les marchés, négocier avec les marchands…



Florence Taubmann (au fond, à gauche) avec les envoyés du Défap à Madagascar, en novembre 2017 © Défap

Quel bilan tirez-vous de votre séjour et de votre mission ?

Coralie : **Sur le plan du travail, j'ai l'impression d'avoir réussi quelque chose. L'apprentissage du français est difficile pour les élèves à Madagascar ; j'avais une mission de soutien à l'expression orale, et mon but était surtout de leur donner confiance. Leur permettre de dépasser la peur de s'exprimer, pour qu'ils puissent vraiment progresser.**

Sur ce plan-là, c'était réussi. J'ai pu monter divers projets qui les ont motivés, tournant autour de l'expression théâtrale, du chant, et même d'un journal : c'était, pour moi comme pour eux, une année riche de réalisations, qui leur a permis d'expérimenter des choses différentes. À la fin de l'année, ils s'exprimaient en français avec beaucoup plus d'aisance qu'au début. J'ai bien conscience que rester seulement une année sur place, c'est un peu court ; et que sur un délai plus long, nous

aurions pu nouer davantage de liens avec les familles… Mais les retours que nous avons pu avoir sont déjà très positifs.

Et sur le plan personnel, cette année a été très riche. Au-delà du travail proprement dit, nous avons vite noué des liens avec la paroisse locale de la FJKM, nous avons assisté aux cultes en malgache ; et nous avons proposé nos services. Nous sommes musiciens tous deux, et la musique est une part importante de la vie communautaire à Madagascar :

nous nous sommes beaucoup investis, notamment dans la chorale, et nous avons pu nous faire de vrais amis. Les cultes sont très vivants Madagascar, si bien que la différence de langue n'est pas vraiment un obstacle pour y vivre des moments forts. Nous avons pu nouer là-bas de vraies amitiés, et nous avons pu le mesurer pleinement la dernière semaine, juste avant notre départ : il y avait toujours du monde à la maison, qui passait pour nous dire au-revoir. Ces amitiés, cette chaleur dans les échanges et

les partages, c'est aussi ce que nous allions chercher à Madagascar ; c'est ce dont nous voudrions témoigner autour de nous, maintenant que nous sommes rentrés en France.

Yoann : **Le plus important à dire, c'est que nous avons été heureux à Madagascar, en dépit de toutes les difficultés, qui sont réelles. Nous avons fait beaucoup de rencontres ; nous avons pu trouver tous deux notre place dans notre mission, dans le contexte de notre travail… Nous avons pu nous investir beaucoup auprès**

des enfants, ce que nous avons fait a été apprécié, et cet accomplissement dans notre travail a représenté pour nous un véritable épanouissement. Sur le plan personnel, nous gardons des souvenirs inoubliables, nous avons découvert les chants malgaches, la musique malgache, nous nous sommes fait des amis… Et nous nous sommes découvert là-bas une famille. Il y a quelque chose qui transcende les frontières, qui nous rassemble, même si on n'exprime pas les choses de la même manière. C'est aussi ça,

ce que nous espérions trouver.

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.